



Sur la route entre Kashuga et Mweso, Masisi, Nord-Kivu, février 2013. Un groupe de femmes et de filles revient du marché. Photo : Therese Wagner/Oxfam

# UN DIFFICILE ÉQUILIBRE

## En quête de protection dans l'est de la RDC

Alors que 2014 commence tout juste, il y a des motifs d'espoir de paix dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Les initiatives nationales et l'engagement politique aux niveaux régional et international en 2013 ont permis des avancées considérables et ont donné lieu à de nouveaux accords-cadres pour résoudre le conflit et l'insécurité. Pour autant, les personnes rencontrées par Oxfam dans l'est de la RDC ont indiqué que leur situation restait précaire, en particulier dans les régions reculées dont l'État est relativement absent. Une implication nationale, régionale et internationale est requise, ainsi que des efforts pour s'assurer que les initiatives et les accords de haut niveau sont systématiquement liés aux expériences des communautés. Sans cela, cette occasion unique pourrait bien rester lettre morte.

Il y a certaines raisons d'être optimiste en ce début d'année 2014, et d'espérer que se dessine la fin de plusieurs décennies de conflit armé dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Les avancées politiques et militaires réalisées en 2013, notamment à travers une coopération régionale accrue et la défaite du groupe armé M23, offrent une occasion unique d'améliorer la situation pour les civils.

L'optimisme doit toutefois être tempéré par une forte dose de réalisme. La récente victoire militaire des forces gouvernementales n'est qu'un premier pas vers la stabilité dans la région, qui a essuyé des décennies de violence extrême, de mépris de la loi et de d'absence d'autorités étatiques fiables. Une part importante du Nord-Kivu et du Sud-Kivu est encore aux mains d'autres groupes armés, tandis que les relations entre les pays de la région demeurent fragiles.

Entre août et décembre 2013, Oxfam a rencontré des personnes dans 30 communautés touchées par des conflits dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.<sup>1</sup> Ces entretiens confirment les témoignages recueillis par Oxfam au cours de ses enquêtes régulières depuis 2007.<sup>2</sup> Les effets positifs des initiatives politiques et militaires ne se sont pas encore répercutés dans la vie des communautés. Il est ainsi fait état de pressions économiques exercées sans relâche par les acteurs armés, l'État et les autorités traditionnelles. La violence et l'exploitation dans lesquelles vivent ces communautés jour après jour sont profondément ancrées dans leurs relations quotidiennes, non seulement avec les groupes armés, mais aussi avec l'armée nationale, la police et les personnalités locales. Dans certaines zones, la population a signalé une augmentation des violences et des exactions vers la fin de l'année 2013, tandis que les groupes armés se préparaient au désarmement ou à de possibles opérations militaires à leur encontre. Les communautés vivant à proximité des camps de désarmement ont notamment déclaré une recrudescence des mauvais traitements.

Certaines personnes ont indiqué à Oxfam que les violences se perpétuaient à leur encontre car l'État ne les protégeait pas de façon systématique, voire car ces mêmes autorités étatiques constituaient fréquemment une menace pour la protection de la population. Trop souvent, les membres de la police et de l'armée sont livrés à eux-mêmes pour assurer leur survie ainsi que celle de leur famille. Ils reçoivent un soutien insuffisant de leur hiérarchie, et en sont parfois réduits à vivre sur le dos de la population. Les niveaux élevés de violence et la faiblesse de la gouvernance se perpétuent ainsi de façon mutuelle.

Face au manque d'une protection efficace de la part des autorités étatiques, les communautés indiquent qu'elles doivent trouver par elles-mêmes des moyens de se protéger. Elles expliquent qu'une bonne partie de leurs initiatives, comme le fait de chercher la protection d'un groupe armé ou d'éviter de se rendre aux champs, ne saurait être des solutions durables. Elles affirment que les répercussions sur les revenus du foyer, les relations sociales et la sécurité physique peuvent être graves sur le long terme. Dans certains cas, les stratégies communautaires débouchent effectivement sur une protection accrue. Plusieurs

communautés mentionnent des résultats positifs lorsqu'elles parviennent à négocier avec les leaders locaux et les autorités étatiques pour trouver une solution conjointe. Plusieurs communautés citent aussi l'influence positive de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RD Congo (MONUSCO), en particulier dans les cas où elle a pu établir des liens forts directement avec les communautés.

Malgré un bilan médiocre, la majorité des communautés considèrent toujours les institutions étatiques comme la solution pour leur sécurité. Les personnes interrogées déclarent ainsi qu'une présence de l'armée et de la police contribue à légitimer l'autorité. De ce fait, ces mêmes personnes demandent à ce que la police et les autres autorités civiles remplacent le plus rapidement possible l'armée et se basent sur de bonnes pratiques, comme le fait d'aller à la rencontre de la population pour comprendre les problèmes auxquels elle est confrontée.

Si des espoirs sont permis en ce début d'année, le chemin est encore long avant de voir les autorités étatiques jouir d'une présence, d'une redevabilité et d'une légitimité suffisantes pour garantir la sécurité des habitants dans l'est de la RDC.

Pour entretenir la dynamique, les acteurs nationaux, régionaux et internationaux doivent rester impliqués et être à l'écoute des expériences des communautés en cette période décisive, ce afin de garantir un engagement politique durable en faveur de la sécurité dans la région des Grands Lacs. Les enseignements tirés du passé doivent éclairer les prises de décisions, et de profondes réformes des institutions nationales (en particulier l'armée) doivent être mises en œuvre. Il ne faut surtout pas gâcher l'occasion unique que nous offrent les événements survenus en 2013, au risque de voir les mêmes problèmes ressurgir lors de l'enquête de 2014 sur les menaces pesant sur les communautés.

Pour éviter cela, et pour tirer parti d'une dynamique exceptionnelle, **le gouvernement congolais** doit rapidement améliorer la redevabilité des autorités étatiques tout en cherchant à améliorer leur efficacité en tant qu'acteurs dans le domaine de la protection. Il devrait renforcer et étendre la présence des autorités civiles, en particulier dans les zones rurales et reculées, et inclure une large participation et consultation des communautés quant aux décisions ayant une incidence sur leur protection. Il doit faire en sorte que les groupes armés aient des occasions réalistes et durables de mettre un terme à leurs activités, notamment par le biais de solutions non militaires, de consolidation de la paix et de réconciliation à l'échelon communautaire.

**Les États de la région et d'autres États membres de l'Union africaine** doivent soutenir l'État de la RDC en respectant les engagements pour la stabilité dans la région, pris dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération (PSCF), en encourageant et en apportant un soutien technique à la RDC pour que celle-ci tienne ses propres engagements dans le cadre du PSCF, et en garantissant la poursuite de l'engagement de haut niveau sur la situation dans l'est de la RDC.

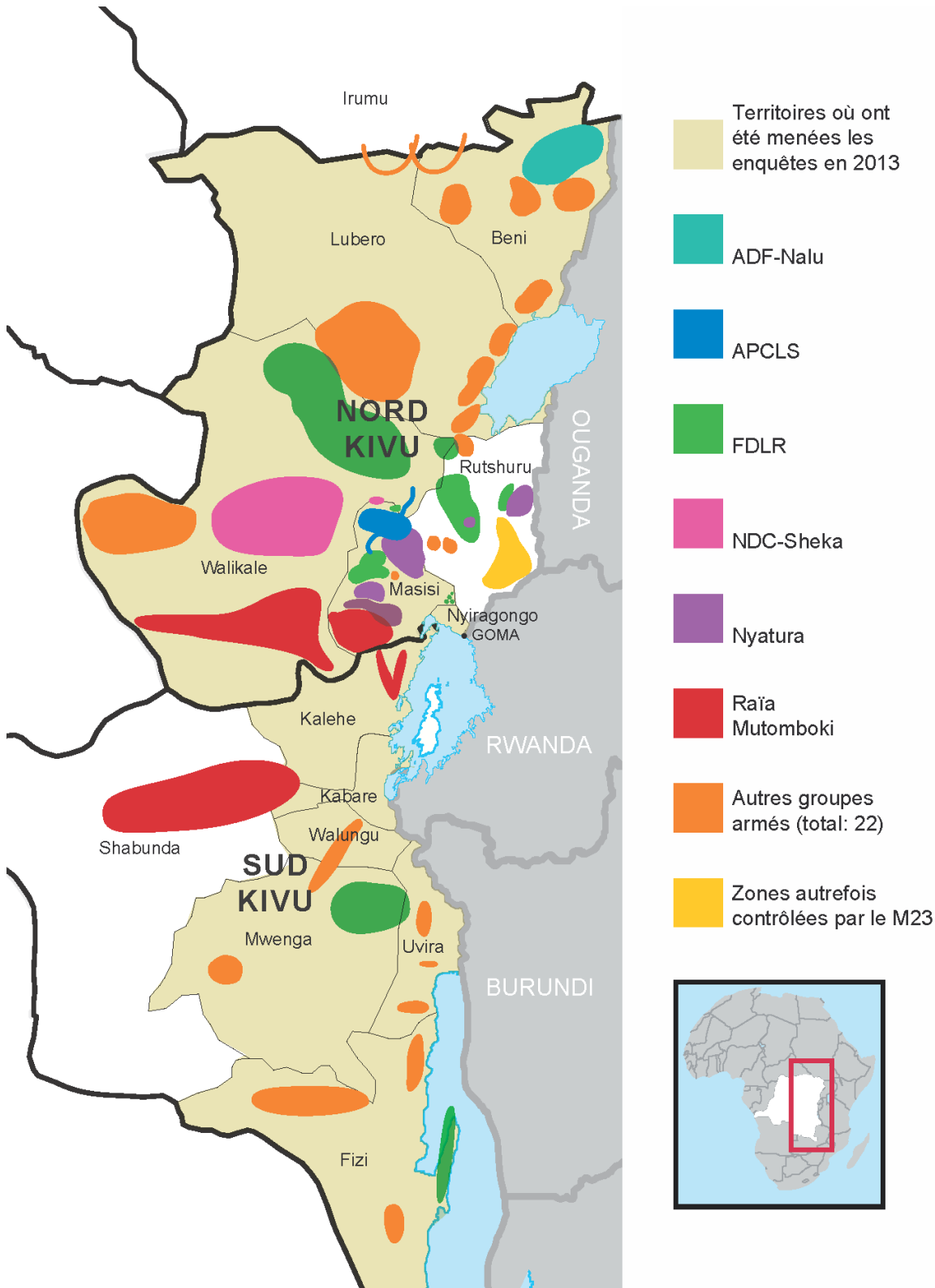
Le rôle de la **MONUSCO** dans la protection des civils reste une

composante essentielle de son mandat. De plus, une coordination et une certaine cohérence sont nécessaires entre les initiatives politiques et militaires, de même qu'un soutien pour la restauration effective des autorités étatiques, en particulier dans les zones rurales et isolées. La protection des civils doit être la priorité pendant les opérations militaires, et la communication avec les communautés doit être davantage renforcée et institutionnalisée.

Les **États du monde entier** ont un rôle important à jouer pour soutenir la RDC et les autres États de la région à tenir les engagements pris dans le cadre du PSCF, et à entretenir un dialogue politique inclusif et transparent aux niveaux local, national et régional.

# CARTE DU NORD-KIVU ET DU SUD-KIVU, EST DE LA RDC

De manière approximative, zones contrôlées par les divers groupes armés fin 2013 et zones étudiées par Oxfam en 2013.



# NOTES

- 1 En 2013, Oxfam a soutenu neuf partenaires locaux chargés de recueillir l'opinion de 1 800 personnes dans 30 communautés touchées par le conflit dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, par le biais de groupes de discussion et d'entretiens avec des informateurs clés. Les résultats des entretiens d'août et septembre 2013 ont été actualisés avec les communautés en novembre. Ils ont été complétés par des entretiens avec des membres de la communauté impliqués dans le programme de protection d'Oxfam dans les provinces des Kivu en novembre et décembre 2013.
- 2 Oxfam (2012) « Marchandises de guerre : Des communautés révèlent le vrai prix du conflit dans l'est de la RDC », Oxfam International, <http://oxf.am/3pE>  
Oxfam (2009) « Réveiller le démon : Impact du désarmement forcé sur les civils dans les Kivus », Oxfam International, <http://www.oxfam.org/fr/policy/rdc-reveiller-le-demon>

© Oxfam International, janvier 2014

Ce document a été rédigé par Hannah Cooper. Oxfam remercie Adolphe Baduda, Caroline Baudot, Aimee Brown, Edmund Cairns, Sally Chin, Emma Fanning, Solange Fontana, Florentin Kahwa, Ellie Kemp, Vincent Koch, Anne Leewis, Capucine Maus de Rolley, Eddy Mbuyi, Georgette Thomas, Annick Van Lookeren, Nicolas Vercken, Therese Wagner, et Louise Williams pour leur assistance dans sa réalisation. Oxfam aimerait également remercier ses partenaires de la société civile congolaise. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-551-7 en janvier 2014. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org). Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)